

CONSTANTINE

Un restaurant et un café réduit en cendre par les flammes

La panique s'est emparée, hier après la prière du vendredi, des locataires de l'immeuble jouxtant le siège du représentant du provider privé Eepad, sis à la rue Aouati-Mustapha (ex- Anatole-France) et pour cause, un incendie venait de se déclencher au rez-de-chaussée.

Heureusement pour les clients du restaurant et du café occupant ce niveau du bâtiment que les flammes, ayant réduit en cendres ces deux établissements, ont été détectées

à temps. L'incendie a été circonscrit vers 16h par les pompiers qui, selon des témoins oculaires, ont tardé à arriver malgré la proximité de l'unité de la Protection du centre-ville, située à quelques dizaines de mètres seulement de l'immeuble en question.

La circulation a été totalement coupée à travers cette artère pendant que les pompiers s'employaient à circonscrire les flammes. Signalons enfin que trois employés du restaurant ont été blessés.

L. H.

ORAN

Présentation du champix, le nouveau médicament du sevrage tabagique

Disponible depuis le début de ce mois en Algérie, le Champix est un médicament du sevrage tabagique, il est proposé par le laboratoire Pfizer.

Selon les spécialistes dans ce domaine, ce médicament augmente considérablement les chances de succès pour ceux qui veulent arrêter de fumer.

Selon le dossier clinique, 44% des fumeurs ont arrêté de fumer après trois mois de traitement sous Champix et 71% après six mois.

Ce mercredi en fin d'après-midi, l'hôtel Phénix devait abriter la présentation de ce nouveau médicament, et ce, en présence

de plus de 400 médecins de la région ouest. Nombreux sont les Algériens (nes) qui sont disposés à arrêter de fumer toutefois souvent le courage manque mais surtout le moyen d'y parvenir, qui s'avère parfois inefficace ou alors inaccessible.

Le taux de mortalité dû au tabagisme est en effet très alarmant, sachant qu'il est à l'origine du décès de 5 millions de personnes par an dans le monde dont 15 000 en Algérie.

Durant l'une de ses interventions médiatiques, Salim Nafti, chef de service pneumologie et phtisiologie au CHU Mustapha-Pacha, a révélé qu'environ 7 000 personnes meurent à la suite d'un infarctus du myocarde, 4 000 d'un cancer du poumon et 2 000 autres d'insuffisance respiratoire.

Le fumeur ne réalise pas que 4 000 substances toxiques entrent dans la fabrication d'une seule cigarette, dont l'arsenic et le goudron.

Pour sa part, le docteur Ameur Soltane, président de la société algérienne d'oncologie

thoracique, estime que 9 cancers du poumon sur 10 sont dus au tabac.

Selon les experts dans le domaine, le Champix des laboratoires Pfizer est considéré comme étant la nouvelle arme antitabac car le principe actif de ce médicament empêche, nous dit-on, la sensation de manque et réduit les effets liés à la consommation de cigarettes.

Ce nouveau médicament est actuellement disponible en Algérie et devra bien évidemment être pris après consultation de son médecin.

Amel B.

TIZI-OUZOU

Fermeture du siège de l'APC d'Ath-Zikki par les citoyens d'Iguer Mahdi

S'estimant victimes d'une «injustice flagrante et injustifiée» qu'ils disent subir de la part de l'exécutif communal RCD/RND accusé de pratiquer une politique «d'exclusion, de clanisme et de villagisme», les habitants du village Iguer Mahdi, dans la commune d'Ath-Zikki, ont fermé le siège de l'APC, mardi dernier, jusqu'à satisfaction de leurs revendications.

Elles portent essentiellement sur trois points : l'AEP, les routes et l'inexistence d'infrastructures pour les jeunes. Ils expliquent que la promesse d'alimenter leur village par le réseau Aderdar n'est pas réalisée et que l'étude de distribution n'est pas finalisée, le réseau Tigussas reste à revoir, les routes du village sont dans état lamentable, les pistes agricoles, mises à mal durant les intempéries, restent impraticables et que la jeunesse souffre de l'absence d'infrastructures sportives.

Arguant, à travers une déclaration d'une rare virulence transmise à notre bureau, que leur village «délaissé et oublié» n'a bénéficié d'aucun véritable projet communal de développement (PCD) depuis l'installation de l'exécutif communal dirigé par le maire RCD, ils s'interrogent si leur village «est partie prenante de la commune» transformée, selon leurs propos, en «propriété privée», et exigent par conséquent «une gestion transparente des affaires de la collectivité par des délibérations publiques» ainsi que «le respect des personnes et de leurs biens».

Ils terminent leur déclaration en demandant aux autorités compétentes d'intervenir «pour rendre la lumière à nos citoyens et citoyennes». Mercredi au deuxième, jour de la protestation,

les manifestants étaient encore sur place, bloquant l'accès à la mairie.

Rapportant les propos de la brève entrevue qu'ils ont eue avec le maire dans la matinée, avant notre arrivée, ils affirment que ce dernier leur a fait part de la volonté de l'APW et de la daïra de les recevoir en délégation afin de discuter des problèmes posés, chose qu'ils réfutent arguant que leurs démarches antérieures

auprès des services de la DTP et de ces mêmes autorités n'ont pas trouvé une oreille attentive. Ils se disent déterminés à maintenir la mobilisation jusqu'à satisfaction complète de leurs revendications, menaçant même de bloquer le réseau Aderdar qui alimente en eau la commune de Bouzeguène.

Contacté par téléphone, le P/APC estime que les revendications de la population d'Ath-Zikki, en quête de commodités à l'image des autres localités d'Algérie, sont légitimes, réaffirmant qu'il ne peut que les accompagner dans leurs aspirations à une vie meilleure.

S'agissant du village Iguer Mahdi, il devrait, en raison de sa

situation au chef-lieu de commune, bénéficier, selon lui, du projet d'amélioration urbaine qui a fait l'objet d'une inscription.

Seul bémol, selon le maire qui fait prévaloir sa légitimité et son intégrité : les villages doivent se tenir à leur vocation sociale, la politique devant être l'apanage des partis politiques, insiste-t-il.

Tout comme il s'inscrit en faux contre le point de la déclaration inhérent aux délibérations, indiquant que les citoyens ont toujours été libres de demander copie des délibérations et que les portes de l'APC n'ont jamais été fermées aux initiatives démocratiques.

S. Hammoum

ABSENCE D'UNE DÉCHARGE COMMUNALE À MAÂTKAS

Les communes avoisinantes ne veulent plus des détrit

Que faire de ces maudites ordures ménagères de la commune de Maâtkas qui sont déclarées indésirables dans l'ensemble des dépotoirs des municipalités avoisinantes.

En effet, plus aucune commune n'acceptera désormais le dépôt de ces détrit

Il vient d'informer les citoyens de sa commune, à travers une campagne d'affichage, qu'il ne faudrait plus compter sur l'APC pour le ramassage des déchets ménagers, et ce, provisoirement, en attendant l'imminent projet de CET prévu au profit

de la collectivité. Mais là faudrait-il encore lui dénicher une assiette foncière susceptible de contenir ce projet, car les élus sont en train de faire des pieds et des mains précisément pour ce faire.

Il convient de souligner que le projet d'une décharge intercommunale prévue par la direction de l'environnement au lieudit Ighil Oumencher dans la commune de Souk-El-Ténine est renvoyé aux calendes grecques en raison de l'opposition du comité du village de Tighilt Mahmoud qui prétend que l'endroit en question n'est point approprié.

C'est dire que pour l'heure aucune déchetterie n'existe dans toute la circonscription et les ménages sont invités à recourir au système D.

Ainsi, on croit savoir que la réalisation de fosses dans les jardins et champs serait recommandée pour pour enterrer ces indésirables ordures ménagères au lieu de les jeter çà et là, et polluer du coup l'environnement et ternir l'image de la région.

Amayas Idir

OUM-EL-BOUAGHI

Ouverture de l'année universitaire 2009/2010

C'est sous le slogan «L'université, train du développement durable» que M. Zaâlane A., wali d'Oum-El-Bouaghi, a donné le coup d'envoi de l'année universitaire 2009/2010.

Le Dr Bouras, recteur de l'université, a, dans une intervention, rappelé les différentes étapes traversées par son institution qui fête sa première année en tant qu'université avec un effectif de 20 000 étudiants (dont 2 000 nouveaux). M. Bouras a annoncé que dans le cadre des réformes du secteur, pas moins de 17 nouvelles filières en licence et 10 en master ont été créées pour cette rentrée universitaire en plus de plusieurs nouvelles infrastructures.

En ce qui concerne l'encadrement pédagogique, l'université a recruté 128 professeurs de rang magistral et doctoral et pourvu 103 postes administratifs. En cette occasion, l'université a promu 26 professeurs au rang de maîtres de conférence après une thèse de doctorat.

Durant son intervention, le chef de l'exécutif, et en reconnaissance aux efforts déployés par cette université, a annoncé qu'il attribuerait un nombre important de logements aux professeurs pour une meilleure stabilité. Cette nouvelle a enthousiasmé les professeurs qui attendent depuis longtemps d'être logés. Approché par Le soir d'Algérie, M. Bouras précisera qu'un quota de 50 logements sera réceptionné à la prochaine rentrée universitaire. A noter qu'une collation conviviale a été organisée en l'honneur des invités.

Moussa Chtatha

KHENCHELA

100 hectares pour la pomme de terre

En application des recommandations du ministère de l'Agriculture et du Développement rural, la direction de l'agriculture de la wilaya de Khenchela a signé plus de 30 contrats avec des agriculteurs pour multiplier la production de la pomme de terre à travers le territoire de la wilaya.

Cette opération vient après une étude approfondie établie par des spécialistes dans le domaine pour l'établissement d'une fiche technique valorisant les capacités des différentes régions dans la production de ce produit de large consommation.

Des journées d'étude et de sensibilisation ont été programmées par ces mêmes instances pour préparer le terrain et permettre aux différents agriculteurs de saisir les différentes techniques de la plantation de la pomme de terre.

En effet, cette convention signée avec les producteurs concerne 100 hectares situés dans le sud de la wilaya. Les spécialistes ont appelé à maintes reprises à réserver plus de 200 hectares pour la production de la pomme de terre dans ces régions qui connaissent ces dernières années des productions records en fruits et légumes ce qui a engendré une auto-suffisance en matière de disponibilité de ces produits.

La direction de l'agriculture compte beaucoup sur cette opération, surtout que le programme de la FNRDA commence à donner ses fruits et que l'Etat continue à présenter toute l'aide aux agriculteurs.

Benzaïm Abdelouhab